

Benjamin Haddad: «Il y a une opportunité pour redéfinir la relation transatlantique»

Le président américain Joe Biden, la vice-présidente Kamala Harris et le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken à la Maison Blanche, le 23 février 2021. REUTERS - JONATHAN ERNST

Texte par : [Eric de Salve](#)

Le chef de la diplomatie américaine s'exprime ce mercredi 24 février devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Antony Blinken marque ainsi le retour des États-Unis dans cette enceinte onusienne après leur départ décidé avec fracas par Donald Trump en 2018. Un signe de plus de la détermination affichée par la nouvelle administration Biden à relancer le multilatéralisme vilipendé pendant quatre ans.

Depuis son arrivée à la Maison Blanche, le 46e président des États-Unis affiche sa détermination à renverser la philosophie de « l'Amérique d'abord » de son prédécesseur. Pour autant, selon Benjamin Haddad, directeur Europe du *think tank* Atlantic Council, basé à Washington, les quatre années d'« America First » risquent de laisser des traces dans la nouvelle diplomatie américaine.

RFI : Depuis son élection, Joe Biden proclame le retour du multilatéralisme et de l'Amérique sur la scène internationale. Le nouveau président américain l'a encore martelé dans son premier discours international vendredi dernier, devant la conférence sur la sécurité du G7 à Munich. Pour autant, cette promesse « [America is Back](#) » marque-t-elle vraiment la fin de l'« America First » de Donald Trump ?

Benjamin Haddad : Dans le discours de Joe Biden à Munich, qui est son discours depuis sa campagne et son élection, il y a la volonté de remettre les alliances au cœur de la politique étrangère américaine, avec en premier lieu, l'alliance transatlantique et la relation avec l'Europe. Joe Biden veut voir les États-Unis reprendre un rôle de leadership sur la scène internationale, en faveur du multilatéralisme et de l'ordre libéral international. La défense des démocraties libérales face aux régimes autoritaires, à commencer par la Chine et la Russie, était l'un des grands thèmes de son discours à Munich. Mais c'est vrai, derrière le discours, on voit aussi une Amérique qui fait face à une triple crise sanitaire économique et identitaire. Pour l'instant, la lutte contre le Covid est la priorité absolue de l'administration Biden qui va devoir faire le grand écart avec ses priorités intérieures, au moment où les États-Unis viennent de passer le seuil des 500 000 morts du Covid-19 avec des conséquences socio-économiques profondes. La dimension intérieure sera donc une priorité. Il ne faudra pas que les Européens l'oublient. Par ailleurs, même si nous allons voir une méthode très différente, nous verrons aussi des lignes de continuité dans un certain nombre de priorités entre l'administration Trump et l'administration Biden, au premier rang desquelles la centralité de la rivalité stratégique avec la Chine qui est aujourd'hui la principale question stratégique à Washington, mais aussi une volonté très limitée de s'impliquer dans des conflits notamment au Moyen-Orient et dans la périphérie de l'UE. Il y aura donc là aussi une forme de continuité entre les administrations Biden et Trump. Mais dans la volonté de travailler avec les alliés, dans la volonté de se réimpliquer dans les grands sujets globaux comme la lutte contre le réchauffement climatique, on verra une méthode très différente de l'unilatéralisme et du nationalisme promu par l'administration Trump.

Dans votre livre, *Le Paradis perdu, l'Amérique de Trump et la fin des illusions*, vous écrivez que « Donald Trump n'est ni un accident de l'histoire ni un phénomène passager ». Est-ce à dire que sa doctrine isolationniste va lui survivre ?

L'Europe n'a plus la même centralité stratégique qu'elle avait pendant la guerre froide. Pour des raisons bien entendu évidentes puisque la rivalité entre États-Unis et URSS se jouait à l'époque sur le théâtre européen. Et depuis Barack Obama et le fameux pivot vers le Pacifique, mais aussi la politique étrangère de Donald Trump, on a vu la Chine et le Pacifique jouer un rôle beaucoup plus central dans la politique étrangère américaine. Au-delà de ça, les interventions militaires des années 2000, l'Irak, l'Afghanistan, ont traumatisé une partie de la population américaine. Cela a remis en question le sentiment d'exceptionnalisme et la volonté interventionniste des États-Unis. Trump était à la fois un accélérateur, mais aussi un symptôme et une conséquence de cette tendance. C'est un phénomène qu'on retrouve à droite de l'échiquier politique, mais aussi à gauche, notamment chez les progressistes comme Elisabeth Warren ou Bernie Sanders, qui ont été très influents dans la campagne des primaires démocrates. Joe Biden, lui, est un traditionaliste en politique étrangère, c'est un modéré et c'est un internationaliste. Mais il devra composer avec une population américaine qui a d'abord comme priorité la reconstruction des États-Unis. C'est ce qu'on appelle aux États-Unis le « nation building at home » que ce soit dans l'économie, la lutte contre les inégalités, la question de la dette ou des infrastructures. Pour Biden, la priorité restera, avant tout, la politique intérieure. Dans l'administration Biden on voit aujourd'hui que les conséquences du rejet de cet internationalisme chez une partie de la population américaine ont été tirées. C'est le cas par exemple de Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale, qui depuis quelques années travaille à l'intégration des questions économiques et de politique étrangère. Sur un sujet comme le commerce international, Trump était très hostile au libre-échange et très protectionniste. Et Jake Sullivan a répété que les États-Unis ne signeraient pas d'accord de libre-échange si on ne pouvait pas vraiment démontrer clairement un impact positif pour la classe moyenne et l'industrie américaines. Donc il y aura maintenant chez les dirigeants américains une attention toute particulière portée aux conséquences pour la population américaine. Ce lien s'était un peu distendu, à un moment où les États-Unis, très présents sur la scène internationale, avaient peut-être perdu de vue les conséquences sur leur propre population. À cet égard, Donald Trump a été une forme de rappel et d'avertissement.

Vous venez de réaliser un grand entretien avec le président français Emmanuel Macron, vous échangez régulièrement avec des diplomates européens en poste à Washington. Quelles sont les attentes des alliés européens vis-à-vis de la nouvelle administration américaine ?

Je crois qu'il y a maintenant une opportunité pour redéfinir la relation transatlantique. Une relation transatlantique qui serait plus équilibrée avec des Européens plus unis qui seraient capables de prendre leurs responsabilités et d'assumer de défendre leur puissance et leurs intérêts, notamment dans leur propre périphérie. Il n'y a aucune contradiction avec une alliance forte. Les Européens ont très bien accueilli l'arrivée de Joe Biden, après une présidence Trump ouvertement hostile vis-à-vis de l'Union européenne. Trump avait désigné l'UE comme un ennemi. Il avait appliqué des tarifs douaniers aux Européens. Désormais, on a une administration Biden qui n'a pas cette hostilité et qui, au contraire, veut travailler avec les alliés. On le voit dans la lutte contre le réchauffement climatique, avec la réintégration des Accords de Paris sur le climat, mais aussi avec la réintégration de l'Organisation mondiale de la santé, la volonté peut être de relancer les négociations sur le nucléaire iranien. Il y a donc une opportunité pour travailler avec l'administration Biden mais je crois que l'enjeu, et c'est notamment ce qu'essaie de pousser Emmanuel Macron, c'est de redéfinir les contours de cette relation transatlantique avec des Européens qui tirent les conclusions de ce que disent les Américains, notamment sur le partage de fardeau, sur les interventions au Moyen-Orient et qui acceptent de prendre leurs responsabilités et de pousser plus avant leur propre défense. C'est un vrai risque de voir les

Européens s'endormir en se disant au fond, les Américains sont de retour, ils sont là pour nous protéger et assurer notre défense et donc nous n'avons plus besoin de faire d'efforts.

Les chancelleries européennes craignent-elles que le retour des États-Unis sur la scène internationale ne soit qu'une parenthèse éphémère de quatre ans ?

J'espère qu'il y a cette inquiétude parce que c'est un risque. On ne peut pas soumettre la sécurité des européens aux aléas des élections américaines. Au-delà même de la réélection d'un Donald Trump, il y a aussi les priorités de l'administration Biden qui n'aura peut-être pas envie de s'impliquer dans des conflits, pensons à la Méditerranée orientale, pensons à la Libye, pensons encore aux conséquences du conflit syrien en termes de terrorisme ou de migration, tellement existentielles pour l'UE. Nous n'aurons pas une administration américaine qui voudra s'engager plus avant donc ce sera aussi la responsabilité des Européens d'être capables de défendre leur propre sécurité. Au-delà même de ce qu'on a pu voir ces quatre dernières années avec Donald Trump, il faut avoir un regard certes optimiste, mais lucide sur ce que les Américains vont pouvoir faire dans les prochaines années. Et je ne vois aucune contradiction entre une alliance transatlantique forte et une Europe qui est capable de défendre son autonomie. On pourra parfois avoir des appréciations différentes sur certains grands sujets stratégiques, mais c'est bien sûr dans l'intérêt des États-Unis d'avoir des alliés forts et unis qui ont une véritable valeur ajoutée, plutôt que faibles et divisés. Je crois que c'est vraiment ce message que certains Européens, dont Emmanuel Macron, essaient de faire passer à l'administration Biden.

Emmanuel Macron revendique une « autonomie stratégique » vis-à-vis du grand allié américain. Quand le président français parle d'autonomie, est-ce qu'il a le Sahel en tête ?

Il a le Sahel en tête parce que c'est évidemment une question sécuritaire primordiale pour la France, mais c'est aussi un précédent très intéressant dans la relation entre la France et les États-Unis. Le Sahel est un terrain qui est dans l'intérêt sécuritaire direct de la France et des Européens. Les Français ont mené l'impulsion politique et militaire, ils ont envoyé des soldats, soutenus aujourd'hui par le reste des Européens, mais c'est aussi une opération qui s'inscrit dans la lutte globale des États-Unis contre le terrorisme. On voit les Américains soutenir cette opération avec des moyens de reconnaissance, de renseignement et l'envoi de forces spéciales. C'est un cas de figure où les Américains se désengagent, mais laissent leurs alliés prendre le lead, prendre leurs responsabilités, les soutiennent là où ils peuvent. C'est une autonomie européenne qui s'articule très bien avec l'alliance transatlantique qui pourrait être à terme un bon précédent de ce à quoi pourrait ressembler dans les prochaines décennies une alliance transatlantique plus équilibrée.